

BGer 4F_9/2010 vom 22. September 2010

Bundesgericht, 2010-09-22, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_4F_9_2010

FR: TF 4F_9/2010 du 22 septembre 2010

IT: TF 4F_9/2010 del 22 settembre 2010

Erwägungen

E. 1

Par arrêt du 10 juin 2010 (cause 4A_161/2010), la Présidente de la Ire Cour de droit civil du Tribunal fédéral, appliquant la procédure simplifiée de l' art. 108 al. 1 LTF , n'est pas entrée en matière sur le recours en matière civile formé par B. _____ et A. _____ contre l'arrêt du 12 février 2010 par lequel la Chambre civile de la Cour de justice du canton de Genève a condamné solidairement ces deux personnes à payer à la banque X. _____ le montant de 88'718 fr. 55 avec intérêts à 5% l'an dès le 1er avril 2007.

Les 15 et 18 juillet 2010, A. _____ et B. _____ ont déposé chacun une demande de révision de cet arrêt.

Lesdites demandes n'ont pas été communiquées à l'intimée.

E. 2

Les demandes de révision concernent le même arrêt, rendu à l'encontre de la même décision cantonale; elles ont d'ailleurs quasiment le même contenu. Il se justifie, partant, de joindre les causes et de statuer à leur sujet par un seul arrêt (art. 24 PCF applicable en vertu du renvoi de l' art. 71 LTF).

E. 3

La révision d'un arrêt du Tribunal fédéral peut être demandée pour les motifs énumérés aux art. 121 à 123 LTF.

En l'espèce, on cherche en vain, dans les demandes de révision, l'indication d'un motif de révision prévu par la loi. Les requérants se bornent, en effet, à y critiquer les considérants de l'arrêt fédéral susmentionné, ainsi que le choix de la procédure simplifiée pour le traitement de leur cause. Or, de telles critiques n'ont pas leur place dans une demande de révision d'un arrêt du Tribunal fédéral. Les requérants se plaignent, en outre, sans raison de n'avoir pas reçu de réponse à leur demande de récusation d'un juge fédéral n'ayant participé d'aucune façon au prononcé de l'arrêt que la Présidente de la Ire Cour de droit civil a rendu seule, conformément à l' art. 108 al. 1 LTF . Pour le surplus, leurs demandes de révision ne consistent que dans le renouvellement d'accusations lancées précédemment à l'encontre de différents magistrats de l'ordre judiciaire genevois.

Par conséquent, les demandes de révision sont irrecevables, de sorte qu'il n'y a pas lieu de procéder à un échange d'écritures (art. 127 LTF).

E. 4

En vertu de l' art. 66 al. 1 et 5 LTF , les frais judiciaires doivent être mis solidairement à la charge des requérants. N'ayant pas été invitée à se déterminer sur les demandes de révision, l'intimée n'a pas droit à des dépens.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.